



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT – POLICE DE L'EAU**

ARRETE PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS PARTICULIERES À LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PLANS D'EAU DU CAMPING « LA SENSATION »

COMMUNE DE MATRINGHEM

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.171-6 à L.171-12, L.211-1, L. 214-1 et suivants, R.214-1 et suivants ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-10-65 du 20 mars 2017 accordant la délégation de signature à M. Marc DEL GRANDE, Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 11 janvier 2018 nommant Monsieur Denis DELCOUR, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer à compter du 15 janvier 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-60-01 du 15 janvier 2018 accordant délégation de signature à Monsieur Denis DELCOUR en qualité de Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, et prévoyant que Monsieur DELCOUR peut subdéléguer sa signature aux agents placés sous son autorité ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Artois-Picardie approuvé par arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 et publié au Journal Officiel du 20 décembre 2015 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de la Lys approuvé le 06 août 2010 ;

Vu l'arrêté de prescription du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la Vallée de la Lys Supérieure approuvé le 28 décembre 2000 ;

Vu le récépissé de déclaration délivré le 31 août 2000 délivré à l'ex-SARL étang des Sources relatif à la régularisation et l'extension des plans d'eau sur la commune de MATRINGHEN ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2000 ordonnant des prescriptions particulières à la réalisation et à l'exploitation des étangs de l'ex-SARL de l'« Étang des Sources » ;

Vu le dossier de porter à connaissance déposé le 09 novembre 2018 précisant que les plans d'eau sont alimentés en cascade à partir de la source existante ;

Vu le porter à connaissance du pétitionnaire sur le projet d'arrêté de prescriptions particulières en date du 26 juillet 2019 ;

Vu l'absence de réponse du pétitionnaire ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer des prescriptions de nature à assurer un niveau de protection des eaux de surface suffisant ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1 – Abrogation

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2000 visé ci-dessus.

Article 2 – Propriétaire

La SARL Parc – Tourisme – Loisir, domicilié au camping « La Sensation » situé 48 Rue d'Hezecques à MATRINGHEM (62310) représentée par Madame DERAMECOURT Martine, est propriétaire des 12 étangs d'une surface totale d'environ 12 000 m² sur les parcelles cadastrées section BZ n°648, 666 et 667 à MATRINGHEM.

Il est donné acte à l'exploitant en application de l'article L214-3 du Code de l'Environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Article 3 – Nomenclature

Les ouvrages rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du Code de l'Environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

<i>Rubriques</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions</i>
3.2.3.0	« Plans d'eau, permanents ou non : 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha »	Déclaration	Arrêté ministériel du 27 juillet 2006

Article 4 – Caractéristiques des plans d'eau

La superficie totale des plans d'eau est de 11 870 m² répartie de la façon suivante (cf annexe) :

	n°1	n°2	n°3	n°4	n°5	n°6	n°7	n°8	n°9	n°10	n°11	n°12
Surface (m²)	4540	1300	2000	950	220	540	400	450	270	440	330	430

La profondeur des plans d'eau n'excède pas 1,80 mètres.

En aucun cas, les plans d'eau ne pourront être augmentés ni en surface ni en profondeur.

Les plans d'eau sont implantés à une distance d'au moins 35 mètres des berges de la Lys afin d'éviter que cette dernière ne pénètre à l'intérieur du plan d'eau suite à l'érosion prévisible des berges.

Les plans d'eau sont implantés à plus de 10 mètres de toute limite de propriété et 35 mètres de toute habitation existante.

Article 5 – Alimentation en eau et rejet

L'alimentation en eau des plans d'eau et du bassin de stockage des truites se fait par résurgence d'une source existante sur le site. Les plans d'eau sont alimentés en cascade via des canalisations souterraines assurant la connexion entre les différents ouvrages.

Le rejet du trop plein de l'alimentation en eau se fait vers le cours d'eau la Lys.

La circulation de l'eau dans les fossés présents sur le site ou les écoulements naturels ne doivent pas être interrompus ni perturbés. Si des modifications des écoulements sont réalisées, elles ne devront pas engendrer de nuisances pour les terrains avoisinant.

Article 6 – Activité piscicole

Le rempoissonnement proviendra d'établissements agréés par l'autorité sanitaire et sera limité aux espèces suivantes : truite arc-en-ciel, truite Fario et saumon des fontaines.

L'introduction de poissons doit respecter les dispositions des articles L 432-10 et L 432-12 du Code de l'Environnement. En particulier, l'introduction des espèces de poissons, de grenouilles et de crustacés suivantes est interdite :

- poissons : poisson-chat, perche soleil ;
- grenouille : les espèces de grenouilles autres que grenouille des champs, grenouille agile, grenouille ibérique, grenouille d'Honnorat, grenouille verte de Linné, grenouille de Lessona, grenouille de Perez, grenouille rieuse, grenouille rousse, grenouille verte de Corse ;
- crustacés : le crabe chinois, les espèces d'écrevisses autres que : écrevisse à pattes rouges, écrevisse des torrents, écrevisse à pattes blanches, écrevisse à pattes grêles.

D'autre part, votre plan d'eau a une communication avec un cours d'eau par prise d'eau, rejet ou trop plein. Vous entrez dans le champ d'application de la loi pêche. Pour pêcher, l'acquisition d'une carte de pêche et l'acquittement des taxes piscicoles sont obligatoires. Pour plus d'informations, vous pouvez vous adresser à l'Association Agréée de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques (AAPPMA) de votre secteur.

Article 7 – Entretien et surveillance

L'exploitant doit assurer l'entretien des abords des plans d'eau conformément à son usage sans

engendrer de nuisance à l'environnement. La qualité de l'eau doit être surveillée et maintenue suffisante pour ne pas risquer de dégrader la qualité des eaux superficielles et souterraines environnantes.

Préalablement à toute opération de curage, l'exploitant fera procéder à des analyses des sédiments à extraire. Les résultats seront transmis au service en charge de la Police de l'Eau qui donnera les types lieux d'évacuation possibles.

Si l'analyse des boues montre que les seuils sont respectés, alors les boues peuvent être évacuées dans des lieux situés hors zone humide et hors zone inondable

Article 8 – Abandon des plans d'eau

Conformément à l'article R.214-45 du Code de l'Environnement, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la déclaration d'un ouvrage ou d'une installation fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant, ou, à défaut, par le propriétaire, auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive ou le changement d'affectation et au plus tard un mois avant que l'arrêt de plus de deux ans ne soit effectif.

En cas de cessation définitive, il est fait application des dispositions prévues à l'article L. 181-23 pour les autorisations et à l'article L. 214-3-1. La déclaration d'arrêt d'exploitation de plus de deux ans est accompagnée d'une note expliquant les raisons de cet arrêt et la date prévisionnelle de reprise de cette exploitation. Le préfet peut émettre toutes prescriptions conservatoires afin de protéger les intérêts énoncés à l'article L. 211-1 pendant cette période d'arrêt. Si l'exploitation n'est pas reprise à la date prévisionnelle déclarée, le préfet peut, l'exploitant ou le propriétaire entendu, considérer l'exploitation comme définitivement arrêtée et fixer les prescriptions relatives à l'arrêt définitif de cette exploitation et à la remise en état du site.

Article 9 – Inspections et sanctions

Les agents du service de contrôle, et les agents commissionnés au titre de la police de l'eau, peuvent procéder, à tout moment, à des visites de contrôle des ouvrages. Ces visites sont destinées à vérifier le respect des dispositions du présent arrêté. Les agents effectuent les visites dans des conditions d'accès prévues à l'article L216-4 du code de l'environnement.

En cas de constat d'un non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible de sanctions pénales prévues par les articles L216-6 à L216-13 du code de l'environnement.

Article 10 – Modification des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si des résultats de mesures mettaient en évidence une atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L211-1 du code de l'environnement, et en particulier dans les cas prévus aux articles L211-3 (II, 1°) et L214-4, le Préfet pourrait, par arrêté complémentaire, modifier les conditions d'exploitation, en application de l'article R181-46-II du même code.

Article 11 – Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier

jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de MATRINGHEM.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 12 – Publicité et information des tiers

Une copie de cet arrêté sera transmis à la mairie de la commune de MATRINGHEM pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le procès verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le Maire.

Une copie de l'arrêté sera mis à disposition du public sur le site internet de la Préfecture d'ARRAS pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 13 – Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Parc Tourisme Loisir représentée par Mme Martine DERAMECOURT et dont copie sera adressée aux personnes ci-dessous mentionnées :

- Monsieur le Sous Préfet de MONTREUIL SUR MER ;
- Monsieur le Maire de MATRINGHEM ;
- Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité ;
- Monsieur le Président de la CLE du SAGE de la Lys.

Arras, le **26 AOUT 2019**

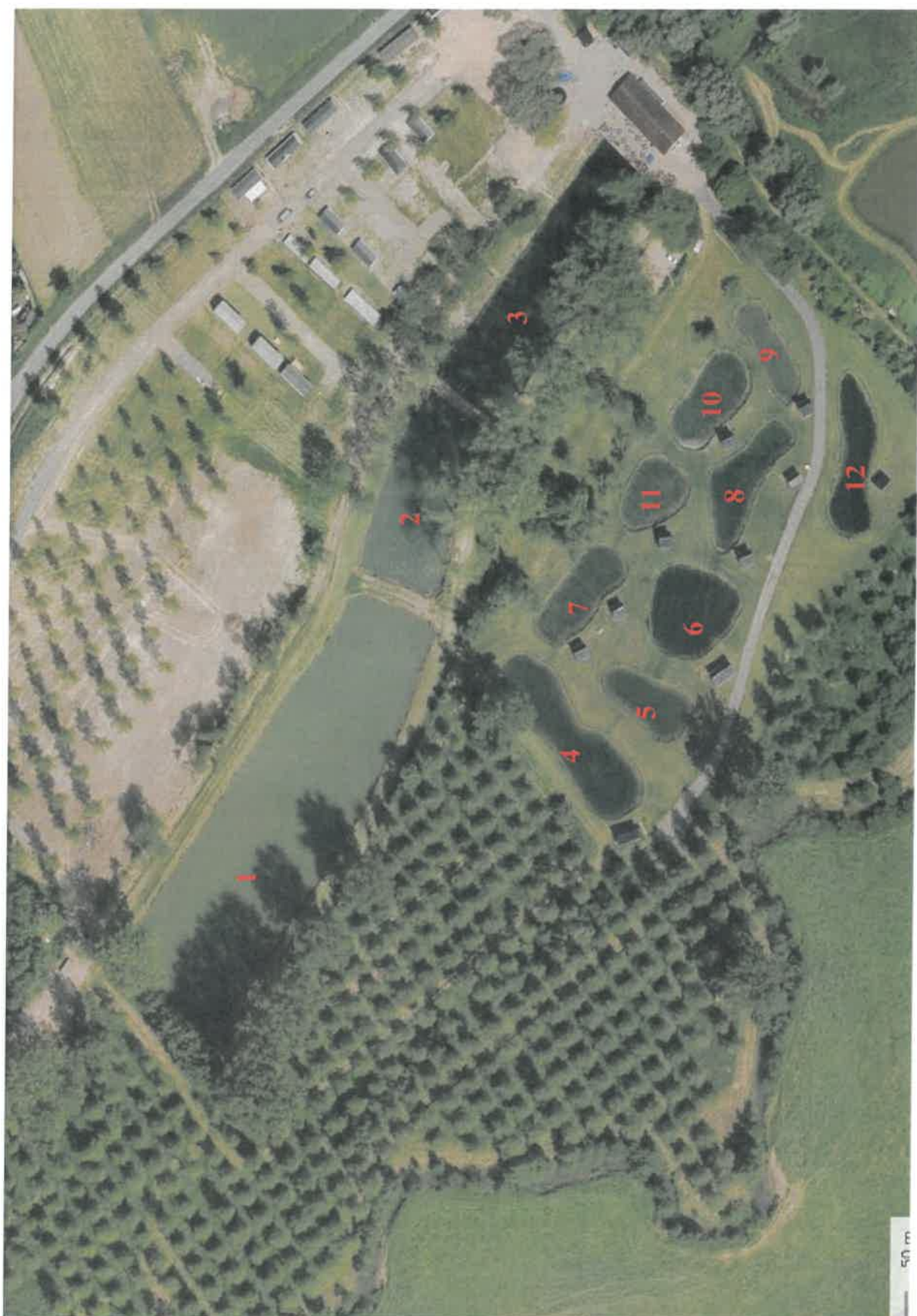
Pour le Préfet et par délégation,

Pour le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer

et par subdélégation,

Le Chef du Service de l'Environnement

Olivier MAURY



Annexe AP Prescriptions : Situation des plans d'eau